Un ministère en quête d'identité ? Une histoire du ministère de la Défense par ses bâtiments, des années trente à nos jours

Emmanuel Pénicaut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15864>

DOI : 10.4000/insitu.15864

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Emmanuel Pénicaut, « Un ministère en quête d'identité ? Une histoire du ministère de la Défense par ses bâtiments, des années trente à nos jours », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 27 avril 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15864> ; DOI : 10.4000/insitu.15864

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un ministère en quête d'identité ? Une histoire du ministère de la Défense par ses bâtiments, des années trente à nos jours

Emmanuel Pénicaut

- 1 « Une rupture historique et culturelle ». C'est ainsi qu'un fonctionnaire du ministère qualifiait la décision, prise par le président de la République en décembre 2007, de regrouper dans un seul bâtiment, de construction nouvelle, l'ensemble des services centraux, civils et militaires, du ministère de la Défense¹. L'expression appelle l'analyse, dans la mesure où elle nous renvoie à l'histoire du ministère de la Défense, mais aussi à son identité. L'apparition d'un ministère de la Défense nationale, compris comme une structure englobant les administrations spécifiques de la Guerre, de la Marine et de l'Air, remonte aux années 1930, et le terme s'est imposé pour définir « les armées » à partir de 1974². Comment s'est traduite cette réalité institutionnelle, à l'évolution lente et accidentée, dans les bâtiments ministériels ?
- 2 Héritier d'administrations vieilles de plus de deux siècles et parfois antagonistes, le ministère unifié a dû construire une identité propre. La décision de 2007, matérialisée en 2015 par l'inauguration d'un siège nouveau à la périphérie de Paris, fut-elle le fruit d'une politique continue, ou bien une réponse contingente à une question structurelle ? Un regard approfondi sur l'histoire des bâtiments qui ont abrité le ministère et ses instances centrales, depuis un long demi-siècle, permet de replacer leur évolution aussi bien dans l'histoire du ministère que dans celle de l'État et de l'appareil gouvernemental.

Deux bâtiments historiques

- 3 Après une expérience éphémère en 1932 pour le ministre François Piétri, le premier « ministre de la Défense nationale », chargé d'une forme de coordination entre la Guerre, la Marine et l'Air, fut nommé en 1936. Le titulaire de ce nouveau portefeuille était

Édouard Daladier, mais l'efficacité de son action tint à son aura personnelle, et surtout au fait qu'il était également ministre de la Guerre³. Sa nomination n'entraîna donc pas de bouleversements profonds dans l'organisation des administrations militaires « historiques ». À cette date, la Marine comme la Guerre conservaient un siège indépendant, fruit d'une histoire et d'une politique singulières. Le siège du ministère de la Guerre était constitué, au cœur du VII^e arrondissement, de l'îlot Saint-Germain et de l'hôtel de Brienne. Hôtel particulier entre cour et jardin bâti à partir de 1724 pour la marquise de Prie, Brienne avait été acquis par l'État en 1817, au terme des bouleversements de la Révolution et de l'Empire, pour loger le ministre de la Guerre. Les salons étaient ornés de décors que les titulaires du portefeuille, notamment les maréchaux Vaillant (1854-1859) et Randon (1859-1867), firent embellir et rénover, conscients du prestige qui s'attachait à leur fonction⁴. Résidence du ministre, l'hôtel était distinct des bureaux du ministère, selon une conception qui remontait à l'origine même des ministères, sous l'Ancien Régime. Proches serviteurs du roi progressivement spécialisés par domaine d'activité, les ministres avaient préexisté aux ministères, qui ne furent d'abord que le petit groupe des fidèles du secrétaire d'État, logés à ce titre dans l'hôtel de celui-ci. L'autonomisation de ce groupe de fidèles, tout au long du XVIII^e siècle, n'avait pas remis en cause le principe d'une résidence propre du ministre, facilité par le statut social des hommes choisis par le roi. Et, lorsque Jean-Baptiste Berthier, en 1759, conçut à Versailles le premier « hôtel de la Guerre », pourtant à proximité immédiate du château, le ministre conserva un appartement à l'intérieur du palais⁵.

4 À l'est de l'hôtel de Brienne s'étendait « l'îlot Saint-Germain ». À la fin des années 1930, celui-ci était un assemblage composite de bâtiments : les plus anciens étaient ceux du couvent des Filles de Saint-Joseph, dans lesquels l'administration militaire s'était installée à partir de 1794, et auxquels s'ajoutaient d'anciens hôtels particuliers mitoyens, annexés dans les premières années du XIX^e siècle et progressivement agrandis par les architectes du ministère. La plus importante des transformations de l'îlot avait été la conséquence du percement du boulevard Saint-Germain, à partir de 1866, qui avait empiété de près de 4 000 m² sur les parcelles du ministère⁶. Pour redonner à l'ensemble une cohérence architecturale, on avait décidé la construction d'un bâtiment monumental le long du nouveau boulevard, confié à l'architecte Jules Bouchot, et élevé entre 1868 et 1877. Caractérisé par le fameux campanile de la rue de Solférino, immortalisé par Courteline dans *Messieurs les ronds-de-cuir* en 1893, le nouveau bâtiment se voulait administratif avant tout : une seule salle de réception fut prévue, le salon dit « des Maréchaux », dont la décoration très républicaine fut confiée aux artistes Protais, Thirion, Blanc et Pompon.

5 Comme dans d'autres administrations, les premières décennies du XX^e siècle avaient vu les prémisses d'une prise de conscience d'ordre à la fois patrimonial, hygiéniste et politique. En 1912, l'architecte des Bâtiments civils Louis Bernier fit restaurer l'escalier d'honneur et le vestibule de l'hôtel de Brienne⁷. André Maginot fit démolir en 1924 la grande verrière, ajoutée à la fin du XIX^e siècle, qui déparait la façade sur le jardin, et les façades ainsi que les décors des deux salons principaux furent inscrits à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1926. Les pièces du rez-de-chaussée paraissant « tristes, sombres et non accueillantes », une restauration générale des intérieurs, par nettoyage et réfection des peintures, fut conduite sous les ordres de l'architecte Debat-Ponsan en 1933⁸. Ce renouveau d'intérêt s'accompagna d'une accentuation de la dimension politique du bâtiment, facilitée par la Première Guerre mondiale. Alors qu'en temps de paix l'institution militaire était plutôt représentée dans

l'imaginaire par ses monuments les plus emblématiques, Invalides ou École militaire, les ministres successifs de la Guerre tinrent à rappeler leur place. Le premier drapeau pris aux Allemands fut accroché le 17 août 1914 aux fenêtres de l'hôtel de Brienne, et non du boulevard Saint-Germain⁹, et les premiers clichés d'un ministre de la Guerre au travail dans son bureau datent de 1916 : pour Gallieni, Painlevé ou Clemenceau, il s'agissait de montrer à la fois aux civils et aux militaires où résidait l'autorité¹⁰. En revanche, l'îlot Saint-Germain connut une évolution plus lente. Dès les années 1890, Bernier avait souligné le mauvais état des anciens bâtiments du couvent, et réclamé leur rénovation. La refonte de l'organisation du ministère, à la suite de la défaite de 1871, avait aussi étendu ses missions, et donc le besoin de place. En 1892, Bernier avait réclamé en vain auprès du service des Bâtiments civils la surélévation du bâtiment dit « des archives », à l'est de l'îlot¹¹. Au sortir de la guerre, le ministère avait réitéré sa demande : puisque les bombardements de mars 1918, qui avaient abîmé les façades et provoqué la destruction d'un entrepôt dans l'une des cours, rendaient des travaux nécessaires, il proposait de remplacer le bâtiment détruit par un nouveau, plus élevé, et de raccorder l'aile de la rue de l'Université aux bâtiments de la cour de l'Horloge¹². Ces demandes restèrent lettre morte, et les principaux travaux menés dans l'îlot furent le ravalement des façades des cours intérieures, entre 1923 et 1926, et l'installation du chauffage central, à partir de 1928. Il fallut attendre la nomination d'un nouvel architecte, Léon Azéma, en 1934, pour que l'agrandissement de l'îlot fût entrepris. Le projet de l'architecte, soumis au Conseil général des bâtiments civils le 10 mars 1936, consistait à démolir une série de bâtiments à l'est de l'hôtel de Brienne, entre la rue de l'Université et la rue Saint-Dominique, et à les remplacer par une vaste construction neuve de six étages, jouxtant le jardin du ministre¹³. Le conseil n'y vit que des avantages ; signe de l'attention que l'on accordait progressivement au bien-être des personnels, il étudia l'hygiène des locaux, et recommanda de sacrifier au besoin quelques pièces pour « éclairer et aérer les couloirs ». Les travaux de ce grand « bâtiment des jardins » commencèrent en 1937.

- 6 À quelques centaines de mètres, de l'autre côté de la Seine, la Marine occupait, depuis l'automne 1789, l'ancien hôtel du Garde-Meuble royal¹⁴. La configuration des lieux, aussi bien que la taille modeste de l'administration centrale de ce ministère, avaient permis de loger sous le même toit le ministre et ses commis sans pour autant confondre les fonctions. Dès que la Marine eut achevé d'évincer le Garde-Meuble du bâtiment, en 1798, il avait été facile de séparer l'espace politique, constitué des appartements du premier étage, et les espaces de bureaux, cantonnés dans les entresols, les étages supérieurs et les cours intérieures. Les contraintes de l'urbanisme avaient empêché, en revanche, toute construction nouvelle. Pour s'agrandir, les architectes successifs choisis par la Marine avaient peu de solutions. Entre 1840 et 1877, chacune des deux cours avait été surélevée d'un étage, et on avait fait en 1855 l'acquisition d'une maison voisine, sur la rue Saint-Florentin. La dimension patrimoniale de l'hôtel avait justifié son inscription sur la liste des monuments historiques dès 1862. C'est aussi l'époque où la Marine céda la responsabilité du bâtiment au service des Bâtiments civils : était-ce une marque d'indifférence ? La protection au titre des monuments historiques interdisait des travaux d'ampleur, mais il semble aussi que les marins n'aient plus cherché, une fois dissipés les fastes de l'Empire, à apposer leur marque dans la capitale, volontiers reléguée au rang de « sixième port »¹⁵. En témoignaient le désintérêt persistant pour le musée de la Marine, qui resta un appendice négligé du Louvre, puis du ministère, jusqu'à son installation au Trocadéro à la fin des années trente, ou encore la construction de l'immeuble des « Services détachés » de la Marine, au Champ-de-Mars, entre 1907 et 1916 : sa

construction fut déléguée aux Bâtiments civils, et on laissa un architecte extérieur, René Patouillard, en concevoir toute la décoration, d'inspiration certes maritime, mais nullement militaire¹⁶.

- 7 Des architectes réputés continuèrent cependant à entretenir l'hôtel de la Marine¹⁷. Successeur de Pigny en 1882, François-Albert Walwein supervisa les premiers travaux de restauration des frontons et des trophées. Jacques Hermant le remplaça en 1911 et procéda à l'installation du chauffage central à partir de 1913. Conscient du mauvais état général de l'hôtel – illustré par des chutes régulières de fragments de décor sur la chaussée –, il n'eut de cesse de réclamer les crédits nécessaires auprès de son administration. Alors que le défilé de la Victoire, le 14 juillet 1919, avait remis l'hôtel sur le devant de la scène¹⁸, un projet de réaménagement complet des intérieurs, qui eût enfin permis de créer de « grandes salles vitrées où chacun travaillerait dans de bonnes conditions d'hygiène », avait été évoqué en 1920, mais aussitôt abandonné¹⁹. Hermant ne parvint qu'à mener, entre 1921 et 1923, une campagne de rénovation des façades – concomitante de celle des façades de la Guerre – qui fut reprise par son successeur en 1926, Charles Lemareshuier. Celui-ci, outre les habituels travaux d'entretien et de restauration, fit creuser à partir de 1935, comme dans tous les bâtiments ministériels parisiens, un vaste abri souterrain sous la cour d'honneur²⁰. Quant à l'agrandissement toujours réclamé, il eut lieu pendant la guerre : en 1941, la Marine fit exproprier à son profit le baron de Rothschild, propriétaire de l'hôtel de Talleyrand, rue Saint-Florentin ; mais il fallut rendre l'hôtel à ses propriétaires après la fin du conflit.
- 8 Les deux administrations centrales de la Marine et de la Guerre se trouvaient ainsi dans une position comparable à la veille du second conflit mondial : des bâtiments anciens, dont on reconnaissait la valeur patrimoniale, mais que l'on peinait à agrandir ; et des projets de modernisation évoqués, mais qui tardaient à aboutir.

Le dernier-né : le ministère de l'Air

- 9 Il en allait un peu différemment du ministère de l'Air, benjamin de l'administration de la Défense nationale, créé seulement en octobre 1928, par réunion des forces aériennes de la Guerre, de la Marine et des Colonies et de la direction générale de l'Aéronautique et des Transports aériens du ministère du Commerce et de l'Industrie²¹. Pour se démarquer des administrations dont il était issu et « matérialiser la conception de ministère *intégral* », selon l'orgueilleuse expression de l'hebdomadaire *Les Ailes*²², le nouveau ministère avait besoin d'un siège autonome. Dans un premier temps, on fit le choix d'un ancien collège privé, situé au 35 rue Saint-Didier, dans le XVI^e arrondissement, que l'État acheta en décembre 1928²³. Mais le bâtiment se trouvait déjà trop exigu pour loger toute l'administration de l'Air, dispersée dans plus de dix sites, et on entreprit en parallèle la construction d'une extension aux abords d'un lieu qui appartenait déjà à la mythologie naissante de l'aviation : le terrain d'Issy-les-Moulineaux²⁴. Dès 1929, le ministère avait fait le choix d'y installer l'École d'aéronautique, sur le point d'être nationalisée : le bâtiment en « L » imaginé à cet effet par l'architecte Lucien Tissier offrait une façade sur la rue de la Porte d'Issy et une autre sur le boulevard Victor, réunies par un pan coupé. Signe de la construction d'une identité propre à l'aéronautique, des salles furent prévues au rez-de-chaussée pour abriter le tout jeune musée de l'Air. Le permis de construire de cette école fut accordé par les services de la Ville en mai 1930... Mais ceux-ci constatèrent avec étonnement, à l'automne 1932, que le ministère se lançait, sans avoir déposé les

demandes légales, dans l'édification d'autres bâtiments. Interpellé par le préfet de la Seine, le ministre Paul Painlevé répondit seulement, joignant à la morgue des services de l'État pour ceux de la Ville celle du responsable d'une administration militaire face au civil, qu'il acceptait de communiquer au service de la Voirie les plans des bâtiments dont il avait « décidé et autorisé la construction », mais qu'il interdisait à la Ville de transmettre ces plans au Conseil général des bâtiments civils²⁵. À cette date, les édifices concernés étaient au nombre de deux : un bâtiment de « services extérieurs de l'aéronautique » et un autre pour le casernement du 1^{er} groupe des ouvriers de l'aviation (1^{er} GOA)²⁶. Les services municipaux ne purent que se soumettre²⁷.

- 10 Le mépris du ministère de l'Air pour les procédures cachait aussi une hésitation sur la destination de ces bâtiments, reflet des difficultés d'organisation d'une jeune administration. Le service des bases avait initialement prévu un immeuble pour les « services extérieurs » et une grande caserne pour abriter 700 hommes et sous-officiers de la nouvelle armée. Toutefois, le ministre Pierre Cot revint rapidement sur cette organisation. Prenant acte de l'espace disponible boulevard Victor, il imagina de placer son administration centrale dans l'immeuble de bureaux, et de réserver la rue Saint-Didier aux services extérieurs. Puis, revenant encore sur sa décision, il choisit en définitive d'installer la totalité du ministère dans les deux nouveaux bâtiments, et de quitter le XVI^e arrondissement : le déménagement du nouveau ministère vers le boulevard Victor eut lieu le 12 février 1934²⁸. Ces choix inhabituels de politique immobilière révélaient, d'une certaine façon, la liberté d'une administration nouvelle, qui n'hésitait pas à s'installer dans des lieux éloignés des centres traditionnels du pouvoir. Ils montraient aussi les prémices du principe de « cité administrative », terme qui fleurit après la Seconde Guerre mondiale. Dès 1934, on évoqua avec fierté cette « Cité de l'Air », « très belle œuvre pour laquelle, enfin, on a su voir grand et loin » : « Disposant de bureaux modernes, vastes, pratiques, où pénètrent l'air et la lumière, le ministère constituera une organisation moderne, harmonieusement conçue²⁹. » Un regard sur d'autres capitales européennes montre que l'idée n'était pas seulement française, et les influences réciproques mériteraient d'être étudiées : en Allemagne, dans un cadre certes différent, Albert Speer concevait au même moment un « centre gouvernemental » pour le Reich ; en Italie, le maréchal Balbo faisait édifier lui aussi un ministère de l'Air. Quant à la cité des « Nuevos ministerios », toujours visible à Madrid, elle sortit de terre à partir de 1933³⁰.
- 11 Quel regard le Conseil des bâtiments civils portait-il sur cette nouvelle réalisation ? Dédaigné lors de la construction initiale de 1932, il fut cependant consulté lors d'un projet d'extension, en 1938³¹. Le 31 mars, l'administration de l'Air lui soumit un projet de bâtiment de bureaux, conçu en un bloc de six étages. Les membres du Conseil en profitèrent pour rendre au ministère le coup porté six ans plus tôt. Ils déplorèrent les inconvénients « résultant de l'édification sans plan général » des bâtiments de la Cité de l'Air, qui les empêchaient d'apprécier l'emplacement du futur bâtiment par rapport aux autres, et réclamèrent donc un plan d'ensemble. Le ministère se soumit, et fournit deux mois plus tard un plan de masse des bâtiments construits et à construire, qui provoqua de vives critiques : « Tout cet ensemble, aux dires du rapporteur Roger Séassal, paraît être le résultat d'opérations successives sans liaison logique ni esthétique, et ne constitue pas de véritable plan général bien ordonné, avec circulations commodes et prévisions pour extensions futures. » Constatant que les différents bâtiments offraient « un échantillonnage de l'architecture contemporaine », le Conseil critiquait « un ensemble de

formes et de dimensions diverses séparées par des cours, pelouses, grandes et petites rues intérieures » qui aboutissait à « un enchevêtrement désordonné sans orchestration, aussi bien en plan qu'en façade ». Le Conseil demanda donc au ministère de revoir sa copie et, finalement peu rancunier, accepta de tenir sur place sa séance suivante. En juillet, un nouveau plan d'aménagement de la Cité fut proposé, et cette fois-ci accepté (**fig. 1**). Innovation notable, il prévoyait d'abord un hôtel pour le ministre, haut de trois étages et d'une superficie de 3 000 m², dont il n'avait pas été question jusqu'alors ; autour de celui-ci, les services de l'administration centrale, sur plus de 21 000 m² ; et, alentour, mêlant l'existant et les bâtiments futurs, les services extérieurs et techniques, les laboratoires et l'École nationale supérieure de l'aéronautique. Enfin, le centre de la parcelle se trouvait déblayé du hall des machines qui l'occupait pour « faire place à un grand jardin dépendant de l'hôtel du ministère³² ». Faute de source, il est difficile de savoir dans quelle mesure ce projet élaboré à l'été 1938 était le résultat du crayon de l'architecte Séassal, ou reflétait réellement la volonté du ministère. On constate seulement qu'il transposait, dans le cadre d'une cité nouvelle, la conception traditionnelle du pouvoir ministériel, conception dont les premiers ministres de l'Air avaient paru faire l'économie. Le déclenchement des hostilités ne donna guère au dernier-né des ministères le loisir de réaliser ce plan, qui fut pourtant réimprimé en 1941³³.

Figure 1

Projet d'aménagement de la Cité de l'Air en 1938. SHD-Air, 50 E 36884.

Phot. Pénicaud, Emmanuel. © Emmanuel Pénicaud.

Politique ministérielle ou politique de l'État (1944-1958) ?

- ¹² L'après-guerre fut marqué par une floraison de projets autour des bâtiments de l'administration chargée de la Défense nationale. Ceux-ci s'inscrivaient à la fois dans le cadre du renouveau architectural provoqué par la Reconstruction, et dans celui, naissant, des grandes politiques d'aménagement du territoire³⁴. Durant quinze années, les bâtiments de l'administration militaire subirent ainsi les effets de politiques ministérielle et étatique qui furent parfois hésitantes et contradictoires. Les velléités de transformation de la Cité de l'Air furent réduites par la création d'un ministère de l'Air civil en 1945, qui limita les ambitions du secrétaire d'État chargé de l'armée de l'Air : on se contenta d'ajouter, sans plus d'ordre que dans les années trente, des bâtiments les uns à côté des autres, au gré des besoins exprimés par les militaires³⁵. À l'hôtel de la Marine, en revanche, les marins prirent l'initiative. L'architecte Jean Niermans avait succédé en 1937 à Lemaresquier³⁶ ; dès 1945, l'état-major lui passa commande d'un projet de démolition et de reconstruction de l'hôtel qui n'épargnait que la façade et les salons sur la place³⁷. La copie rendue par l'architecte se voulait à la pointe de la modernité, et prévoyait dans un bâtiment tout en béton une climatisation, des téléphones et des ascenseurs « automatiques », autant d'éléments jugés obligatoires « dans un ministère qui doit vivre la vie intense de notre époque³⁸ » (**fig. 2**). L'administration des Bâtiments civils intervint à temps, en janvier 1949, pour rappeler le classement de l'immeuble au titre des monuments historiques, et étendre nommément son champ aux toitures et aux façades de la rue Royale³⁹.

Figure 2

Projet de Jean Niermans pour la transformation du ministère de la Marine, 1945. SHD-Marine, 3DD2 1086.

Phot. Pénicaud, Emmanuel. © Emmanuel Pénicaud.

- 13 Au ministère de la Guerre, le projet de rénovation émergea plus tardivement, les priorités à régler dans l'immédiat après-guerre se trouvant d'ordre politique plus qu'architectural. Occupé pendant la guerre par l'administration militaire de Vichy, l'hôtel de Brienne accueillit à partir du 25 août 1944 un hôte illustre, en la personne du général de Gaulle, et se transforma en résidence de chef d'État. Le nouveau poids politique de l'hôtel se vérifia puisque les successeurs du général à la tête du gouvernement provisoire, Félix Gouin puis Georges Bidault, continuèrent d'y résider ; entre-temps, le ministre des Forces armées, Edmond Michelet, installa son bureau à l'hôtel de la Marine⁴⁰. C'est l'arrivée au pouvoir de Léon Blum, en décembre 1946, qui rendit à Brienne sa vocation ministérielle. Le nouveau chef du gouvernement choisit en effet de résider à l'hôtel de Matignon, et permit ainsi à son ministre de la Défense nationale, André Le Troquer, de retrouver la rue Saint-Dominique⁴¹.
- 14 André Le Troquer dut rapidement céder son siège, l'élection de Vincent Auriol à la présidence de la République, en janvier 1947, ayant entraîné la formation d'un nouveau gouvernement. L'hôtel de Brienne fut alors le cadre d'une étrange cohabitation, puisque le communiste François Billoux, ministre de la Défense nationale, fut flanqué de trois ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, choisis à dessein pour l'affaiblir dans trois partis différents⁴² : la IV^e République, comme la III^e dix ans plus tôt, butait sur la question d'un ministère unique de la Défense et de son autorité sur trois départements militaires historiquement antérieurs et jaloux de leur indépendance. Installé au premier étage de Brienne, Billoux aurait dû partager l'hôtel avec Coste-Floret, ministre de la Guerre, qui

occupait le rez-de-chaussée⁴³. Il préféra quitter les lieux et emménagea au bout de deux jours rue François-I^{er}. La situation s'améliora en octobre 1947, lorsque Pierre-Henri Teitgen eut la liberté de moduler de nouveau le ministère, et de réduire les trois ministres représentant les trois armées au rang de secrétaires d'État⁴⁴. Il put, logiquement, reprendre pied à Brieenne. Dès lors, les secrétaires d'État successifs en charge de l'armée de Terre durent se contenter de l'îlot Saint-Germain : en 1953, on fit aménager pour celui qui était alors en charge, Pierre de Chevigné, un grand appartement au dernier étage du 12 rue Saint-Dominique⁴⁵.

- 15 L'autorité relative retrouvée par Teitgen puis, quelques mois plus tard, par Paul Ramadier sur le ministère permit-elle de relancer la réflexion sur l'avenir de l'îlot ? De l'avis unanime, les locaux étaient vétustes, exigus et insuffisants pour l'administration d'une armée en pleine réorganisation ; de plus, les travaux du nouveau bâtiment des jardins lancé par Azéma en 1937 avaient été suspendus en juillet 1942⁴⁶. En 1949, Jacques Chauliat, architecte en chef des bâtiments civils qui avait succédé à Azéma, soumit au Conseil des bâtiments de France, pour le ministère de la Guerre, un plan aussi radical que l'avait été celui de Niermans pour la Marine (**fig. 3**). Il proposait de raser l'ensemble des bâtiments antérieurs à ceux de Bouchot, et de construire à neuf non seulement au centre de l'îlot, mais aussi tout le long des rues Saint-Dominique, de l'Université et de Bourgogne, ainsi que sur la place du Palais-Bourbon, en expropriant les immeubles qui jouxtaient à l'ouest le jardin de l'hôtel du ministre. L'hôtel lui-même subsistait, mais réduit à son corps central, et amputé de l'hôtel mitoyen de Bourbon-Busset⁴⁷.

Figure 3

Projet de Jacques Chauliat pour la transformation du ministère de la Guerre, 1949. SHD-Guerre, 1 R 169.

Phot. Pénicaud, Emmanuel. © Emmanuel Pénicaud.

- 16 Curieusement, les membres du Conseil général des bâtiments de France ne s'y opposèrent pas, considérant que le fait de masquer le jardin de Brieenne par un bâtiment neuf sur la rue de l'Université pouvait répondre à des impératifs de sécurité, et demandant seulement que, le cas échéant, les façades de la place du Palais-Bourbon fussent conservées⁴⁸. Mais aucune réalisation, dans l'immédiat, ne s'ensuivit : on se contenta de surélever le vieux bâtiment des Archives, et de terminer le bâtiment des jardins en le reliant à celui de la rue de l'Université. Sans doute le plan de Chauliat avait-il fait les frais, de nouveau, de la fragilité dans laquelle était retombé le ministère après le départ de

Ramadier, en octobre 1949⁴⁹. Cette fragilité se manifesta en 1954, lorsque l'idée d'un bâtiment le long de la rue de l'Université, au fond du jardin de Brienne, revint à l'ordre du jour : le 2 mars, dans une lettre au secrétaire d'État de l'armée de Terre, qui soutenait naturellement le projet, René Pleven, ministre de la Défense nationale, fit part de son « opposition formelle⁵⁰ ». Moins combatif, son successeur Pierre Koenig choisit, pour se soustraire à l'influence de l'armée de Terre, une solution radicale, en décidant le transfert du ministère de la Défense nationale et de l'état-major des forces armées dans un nouvel immeuble, à bâtir le long de l'avenue Duquesne, dans l'enceinte de l'École militaire. La décision, qui rappelait l'épisode de janvier 1947, fut prise le 5 octobre 1955 ; mais, remercié le lendemain, Koenig laissa l'affaire à son successeur, le général Pierre Billotte, qui n'y donna pas suite⁵¹.

- 17 Entrèrent alors en scène, dans la question des bâtiments du ministère de la Guerre, d'autres instances, à vocation interministérielle et qui, depuis la fin de la guerre, s'efforçaient de concevoir et de faire appliquer une politique immobilière d'ensemble pour les services de l'État. Au Conseil général des bâtiments de France, qui avait pris la suite du Conseil des bâtiments civils d'avant-guerre au secrétariat d'État aux Beaux-Arts, s'ajoutèrent le Comité de décentralisation, né en 1955 et piloté par la direction de l'Aménagement du territoire du ministère de la Reconstruction et du Logement, et la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières (CCOI), créée en novembre 1945 et qui relevait de l'administration des Domaines. Si avant-guerre le ministère de l'Air avait pu s'exonérer de l'avis du Conseil des bâtiments civils, l'influence grandissante des questions d'aménagement du territoire avait changé la donne ; par sa taille et l'importance de ses emprises immobilières, le ministère de la Défense attirait l'attention. Dès 1945, le Conseil général des bâtiments de France avait réfléchi à l'aménagement à l'ouest de Paris, sur le rond-point encore vide de La Défense, d'une « cité des ministères »⁵². L'idée avait progressivement fait son chemin, avec des variantes. En juin 1953, à l'occasion de l'étude d'un « plan quadriennal d'investissement pour le regroupement des services administratifs », la CCOI avait proposé le transfert du seul ministère de la Défense nationale au rond-point : une superficie de 150 000 m², pour un coût estimé de cinq milliards de francs, devait permettre de loger la Terre, l'Air et la Marine, ainsi que les services communs. Grâce à ce déménagement, le ministère de l'Intérieur pourrait s'installer boulevard Saint-Germain et celui des Affaires étrangères à l'hôtel de la Marine⁵³. Une solution dégradée consistait à ne transférer que les services de l'îlot Saint-Germain (soit Défense nationale et Guerre), que l'on aurait installés à l'École militaire. Mais la Commission, à l'unanimité moins une voix, fit part de sa préférence pour un transfert complet. Le projet, cependant, ne vit jamais le jour. Au printemps 1955, le ministre de la Reconstruction dut avouer devant les députés qu'il avait jusque-là échoué à le mettre en œuvre⁵⁴. Chez les militaires, ce que l'on qualifiait déjà de « sorte de "Pentagone" français⁵⁵ » – édifié entre 1941 et 1943, le bâtiment de Washington faisait déjà des émules – agita encore quelques mois les cabinets. En octobre 1955, le ministre Billotte fut prié de faire connaître son avis et de donner les précisions nécessaires pour affiner l'estimation. Discipliné, Billotte fit savoir qu'il était « d'accord avec le "Pentagone" », tout en réclamant le maintien à Paris de l'hôtel du ministre, dans lequel il envisageait, *in petto*, de rester au moins « jusqu'au transfert des bureaux des membres du gouvernement dans cette cité⁵⁶ ». Doté d'un certain bon sens politique, il attendit mollement, et le projet fut oublié. Le Comité de décentralisation, dans un premier temps, n'eut guère plus de succès : l'inventaire des services de l'État présents en région

parisienne qu'il diffusa en 1957, et qui recensait de nombreux établissements relevant de l'autorité militaire, n'abordait pas directement la question de l'administration centrale⁵⁷. Ainsi, douze ans après la fin de la guerre, aucune solution d'ensemble n'avait été trouvée pour les bâtiments de la Défense nationale. La faiblesse du régime s'y lisait en creux : en interne, les déséquilibres propres au ministère avaient empêché tout projet d'envergure et, de l'extérieur, les instances chargées de la régulation de l'immobilier de l'État n'avaient pu imposer aucun parti.

Vers un « Pentagone français » ? Hésitations successives (1959-1990)

- 18 L'avènement de la V^e République et d'un exécutif plus fort allait-il modifier le cours des choses ? Faute de solution nouvelle⁵⁸, le ministère se replia d'abord sur l'îlot Saint-Germain, et on en revint au plan de Jacques Chauliat, qui avait réactualisé à la fin de l'année 1957 son projet de bâtiment neuf à l'intérieur de l'îlot, à l'emplacement des bâtiments de la cour de l'Horloge. Situé sur un axe nord-sud, doté d'un appendice qui rejoignait le bâtiment des jardins, le nouvel édifice, haut de dix étages, devait avoir tous les avantages d'une construction récente⁵⁹. On savait cependant que les bureaux créés, au nombre d'environ 400, ne sauraient offrir de solution globale à un ministère qui, depuis 1958, avait retrouvé sa stabilité, et dont les effectifs augmentaient : en décembre 1958, les 3 332 agents de l'îlot occupaient 29 734 mètres carrés de locaux, dont 18 000 environ de bureaux⁶⁰. Le projet recueillit l'accord de la direction de l'Architecture, qui soulignait que les bâtiments à démolir menaçaient ruine – une enquête de la direction des Domaines de la Seine avait relevé dès 1951 les mauvaises conditions de travail des personnels –, mais suscita des réticences. Sans nier les besoins du ministère, la CCOI qui l'examina en janvier et octobre 1959 souligna qu'il ne s'agissait que d'un élément isolé d'un plan ancien, et réclama un « plan d'installation définitive » des services centraux du ministère⁶¹. Refondé par un décret de décembre 1958, le Comité de décentralisation était désormais chargé d'un programme clair d'évacuation des services administratifs hors de la ville de Paris, et le ton qu'il adopta s'en ressentit. Après l'examen du projet en séance, le 9 juillet 1959, il subordonna son accord à l'approfondissement d'un plan d'ensemble, et n'hésita pas à écrire que le maintien à Paris de l'ensemble des services centraux du ministère des Armées devait désormais être considéré comme un « problème »⁶². Si les travaux du bâtiment neuf furent pourtant lancés⁶³, le ministre Pierre Messmer dut s'expliquer, et les lettres sèches qu'il échangea avec le président du Comité, Jean Rivalland, montraient qu'aucun de deux hommes n'entendait céder ses prérogatives⁶⁴. Un accord se dessina en 1962 autour d'un projet d'extension de l'École militaire, par construction d'un grand bâtiment parallèle à l'avenue Duquesne et flanqué de trois bâtiments en aile⁶⁵. Dans les 25 000 m² ainsi attendus, soit environ 1 100 bureaux, le ministre espérait loger les services de l'armée de Terre, l'îlot Saint-Germain se trouvant réservé aux services communs : ainsi, la question de la cohabitation entre les administrations de la Défense et de l'armée de Terre se posait à peu près dans les mêmes termes que depuis les affaires Billoux et Koenig ; le seul progrès notable était que la seconde devait désormais céder la place à la première.
- 19 Malgré la délivrance du permis de construire, le projet de l'École militaire avorta. Messmer, conforté par les importants décrets de réorganisation du ministère d'avril 1961 qui redonnaient toute sa place au ministre⁶⁶, eut cependant le mérite de poursuivre la

réflexion. En février 1963, évoquant « les difficultés croissantes que rencontre le ministère des Armées pour loger ses services et les inconvénients très graves résultant de la dispersion des organismes constitutifs de l'administration centrale », il commanda en interne une étude de regroupement⁶⁷. Quatre mois plus tard, la direction des Services financiers rédigea une « Étude sur un regroupement géographique de l'administration centrale du ministère des armées » qui évoquait successivement l'île Saint-Germain, à Issy-les-Moulineaux, l'île de Billancourt, et la Cité de l'Air – non compris la parcelle « Marine » –, en détaillant les possibilités offertes par celle-ci⁶⁸. Surtout, l'étude analysait les coûts d'une telle construction, et proposait pour la première fois son financement par la cession des emprises existantes : l'îlot Saint-Germain était estimé à 96 millions de francs, l'hôtel de la Marine à 23,5 millions, et la Cité de l'Air à 34,9 millions. Les frais du bâtiment neuf, dont Messmer pensait qu'il susciterait « l'envie de tous les ministres à l'étroit dans leurs hôtels historiques⁶⁹ » étaient évalués à 350 millions de francs. Lancé avec vigueur, le projet, qui présentait l'intérêt de prospérer de l'intérieur du ministère et non depuis un organisme extérieur, s'enlisa cependant. La livraison du bâtiment neuf de l'îlot Saint-Germain en 1965 et son aménagement accaparèrent l'attention, et lorsque Messmer, en 1966, voulut relancer la réflexion, il fixa comme objectif prioritaire « de définir et préparer une meilleure implantation des différents services à l'intérieur de Paris », le regroupement en un seul site n'étant plus qu'une option secondaire⁷⁰.

20 Des années soixante aux années quatre-vingts, la situation des bâtiments de l'administration centrale évolua peu. Suivant une rhétorique devenue coutumière, le Comité de décentralisation exigeait du ministère de la Défense, à intervalles réguliers, des plans de localisation des emprises en région parisienne, assortis de listes précises de projets de déménagement. Le ministère rechignait en invoquant, selon les années, l'imminence de réformes à venir, le secret de la Défense nationale ou encore l'importance des efforts déjà consentis. Marques de bonne volonté et périodes de tension se succédèrent : lors de celles-ci, le Comité refusait tout simplement l'examen des dossiers déposés par le ministère. Malgré ces difficultés, de nombreux établissements relevant de la Défense quittèrent Paris à partir des années soixante : ce fut le cas de la plupart des établissements techniques, des écoles de formation et d'une multitude de services de soutien à l'administration centrale. Selon les estimations du ministère, plus de 5 000 postes furent ainsi supprimés en région parisienne entre 1960 et 1990, et le domaine foncier du ministère autour de la capitale diminua d'autant⁷¹. Sans doute ces délocalisations en nombre permirent-elles au ministère d'éluder la question de son siège. Agrandi tant bien que mal, le bâtiment neuf de Chauliat, boulevard Saint-Germain, faisait son office. La Marine se cantonnait place de la Concorde, et, à Balard, l'armée de l'Air partageait son emprise avec les constructions navales et les services de l'Armement, qui commencèrent à s'y regrouper à partir de 1970⁷². Nouveau symbole du lieu, la haute tour qui abritait les services centraux de la délégation générale pour l'armement fut livrée en 1978.

21 Il fallut attendre la fin des années quatre-vingts, sous la première cohabitation, pour que la question du siège du ministère fût à nouveau posée. Le moteur, cette fois, ne fut ni le lancement d'un nouvel acte de la décentralisation, ni une marque de volonté politique du ministre. L'argument était financier, la loi de programmation militaire 1987-1991 prévoyant que les dotations budgétaires aux armées seraient abondées au prorata des fonds de concours provenant des cessions d'immeubles. Le 22 janvier 1987, le ministre André Giraud tint à Brienne une réunion sur la « restructuration des implantations

Défense en région parisienne », au cours de laquelle il insista sur la nécessité pour le ministère d'évaluer son patrimoine immobilier, et l'idée d'un « pentagone regroupant les différents états-majors à l'extérieur de Paris » fut soulevée. Au cours du premier semestre, des propositions furent faites aux chefs d'état-major, évoquant le boulevard Victor ou bien Versailles⁷³. L'affaire en resta là, mais le mouvement des cessions d'emprises était lancé : la création, cette même année, d'une « mission pour la réalisation des actifs immobiliers » (MRAI) l'attestait.

- 22 La question refit surface deux ans plus tard, à la faveur d'un faisceau de circonstances. Le gouvernement ayant décidé d'accentuer encore la décentralisation, le comité de décentralisation dut mettre à jour les plans de localisation des ministères, et discuta au cours de l'année 1989 de celui de la Défense. Au ministère, on regardait alors les mouvements de regroupement entrepris par les Finances et l'Intérieur à Bercy et à Tolbiac, et on commençait à juger nécessaire d'accompagner les cessions d'emprises par l'affichage d'une politique claire et commune, ce que la dispersion de l'administration centrale dans Paris interdisait. Des impératifs urgents de relogement de services importants – direction de la Gendarmerie nationale, DGSE – alimentaient aussi la réflexion. Dans une note de synthèse d'octobre 1990, le secrétaire général pour l'administration du ministère, M^{me} Yannick Moreau, estimait qu'il fallait désormais choisir entre deux orientations : un « hexagone » – le terme était jugé plus français que celui de pentagone – regroupant autour du ministre ses grands subordonnés et leurs directions centrales, ou bien une approche plus modeste de rationalisation et de décentralisation du dispositif, sans profondes modifications structurelles⁷⁴. Sa note, qui pesait les arguments en faveur de chacune des deux solutions, faisait suite à une série d'études commandées au cours de l'année 1990, dont l'une envisageait comme en 1963 la cession onéreuse de l'ensemble des emprises historiques⁷⁵.

Le temps des choix (1990-2007)

- 23 En réponse à la note de Yannick Moreau, le ministre Jean-Pierre Chevènement commanda en novembre 1990 « un projet de rationalisation des implantations de l'administration centrale dans la région Île-de-France, fondé sur un regroupement autour des trois sites principaux (îlot Saint-Germain, hôtel de la Marine et Cité de l'Air) »⁷⁶ : l'hypothèse d'un site unique n'était donc pas retenue. Une fois le projet remis, en juillet 1991, le ministre demanda à ce qu'il fût approfondi et converti en « schéma directeur ». L'idée d'un regroupement modeste subsistait, puisque le secrétaire général pour l'administration (SGA) devait « analyser la possibilité » de regrouper boulevard Saint-Germain « les principales autorités du ministère (secrétaire général pour l'administration, délégué général pour l'Armement, chef d'état-major des armées et chefs d'état-major d'armées, accompagnés des éléments strictement nécessaires de leurs états-majors) »⁷⁷. Fruit de deux ans de réflexions et d'analyse, le « Projet de schéma directeur d'implantation des services centraux du ministère de la Défense » fut diffusé en janvier 1993 et approuvé par le nouveau ministre, Pierre Joxe, le 5 mars. Le temps était de nouveau aux réformes : la chute de l'empire soviétique, la multiplication des opérations extérieures et des interventions internationales conduisaient le ministère à repenser ses modes d'action, et à développer aussi bien l'« interarmisation » que les compétences du chef d'état-major des armées⁷⁸. Le texte diffusé prévoyait un vaste enchaînement d'opérations immobilières jusqu'en 1999, et articulait le maintien de plusieurs sites principaux à l'aide de nouveaux

concepts : un « pôle décisionnel et opérationnel » boulevard Saint-Germain ; un « pôle administratif » à Saint-Thomas d'Aquin et rue de Bellechasse⁷⁹ ; un « pôle de regroupement de la délégation générale pour l'armement et des grandes directions dans l'ensemble Cité de l'Air-Issy-les-Moulineaux » ; la création d'un fort « pôle de soutien » à Saint-Cyr-l'École était suggérée⁸⁰. Dans sa note de présentation, le SGA rappelait fortement que le texte écartait « l'idée d'un "pentagone", qui ne paraît compatible ni avec la cohérence des structures des états-majors et leurs missions telles qu'elles existent aujourd'hui, ni avec le potentiel de surfaces offert par l'îlot Saint-Germain⁸¹ » : l'insistance témoignait sans doute des craintes suscitées par l'idée depuis 1991.

- 24 L'histoire du schéma directeur de 1993 fut celle de tout texte de ce genre à travers les aléas de la vie politique et administrative. Modifié, critiqué, soutenu avec plus ou moins de vigueur par les ministres successifs, il ne fut appliqué que partiellement, et suscita l'opposition farouche de tous les services destinés à quitter le boulevard Saint-Germain. Certains luttèrent même avec succès contre les décisions de déménagement : le cas de la direction du Renseignement militaire, créée en 1992, contrainte de s'installer à Creil, et qui en revint deux ans plus tard en bousculant toutes les prévisions d'aménagement, en fut l'exemple le plus éloquent. En juin 1994, le secrétaire général pour l'administration, François Roussely, crut bon d'alerter le ministre : abandonner le schéma directeur signifiait pour lui « renoncer à un des petits éléments qui tente de donner de l'unité à ce ministère⁸² ». Roussely voyait juste, dans la mesure où le texte, par son existence même, témoignait en effet d'une unification croissante de l'administration de la Défense, et du déclin relatif des anciens commandements historiques, Terre, Air et Marine.
- 25 La professionnalisation des armées décidée par le président de la République en février 1996, et les réformes considérables qui s'ensuivirent en termes de dissolutions d'unités et de cessions sur l'ensemble du territoire, éloignèrent pour un temps les autorités militaires de la question de l'administration centrale. Elle revint sur la table au début des années 2000, suivant un schéma bien rodé : nouvelle impulsion gouvernementale, par le biais du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) en 2002, nouveau schéma directeur décidé en 2003, constat répété de l'inadéquation de l'îlot Saint-Germain à ses missions. L'attention du ministère se fixa cette fois sur le « centre de commandement des opérations », dont l'extension, prévue par le schéma de 1993 mais non réalisée, était jugée prioritaire. Après avoir un temps pensé acquérir 20 000 m² supplémentaires dans une rue voisine du ministère, le ministre, Michèle Alliot-Marie, reprit finalement, en octobre 2004, la décision de Pierre Messmer en 1961 : installer l'état-major de l'armée de Terre à l'École militaire, afin d'affecter la majeure partie des locaux de Saint-Germain à l'état-major des armées, aux services communs et au centre de planification et de commandement des opérations⁸³. Le permis de construire fut obtenu, et les études préparatoires au lancement du chantier furent lancées dès que possible, en vue d'une livraison du bâtiment en 2008 ou en 2009. Soixante années après l'émergence du concept de « défense nationale », après des hésitations multiples, la décision de construire ce bâtiment pour l'armée de Terre traduisait le choix définitif d'un ministère polynucléaire, organisé d'une façon qui paraissait rationnelle : un siège unique, et des annexes majeures pour chacune des grandes composantes de l'administration militaire. Les décrets pris en mai 2005 qui achevèrent de donner au chef d'état-major des armées une autorité complète sur les chefs d'état-major d'armée, entérinant une longue évolution, s'accommodaient de cette solution⁸⁴. Pourtant, à peine trois ans plus tard, un revirement complet aboutit au choix

inverse d'un ministère centralisé, où tous les grands subordonnés du ministre, chef d'état-major des armées, secrétaire général pour l'administration, chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'Air, se trouveraient réunis. Annoncé en décembre 2007 par Hervé Morin, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques décidée par Nicolas Sarkozy, ce bâtiment unique devait, selon l'argumentaire développé alors et repris depuis, « renforcer la cohésion et la gouvernance ministérielle », « accompagner la révision générale des politiques publiques en diminuant les effectifs parisiens », « procurer aux agents civils et militaires du ministère des conditions de travail modernes et fonctionnelles », et enfin « dynamiser la gestion du patrimoine immobilier de l'État »⁸⁵.

- 26 Aucun de ces quatre éléments n'était véritablement nouveau, on l'a vu, dans la rhétorique développée par le ministère de la Défense pour justifier sa politique immobilière depuis le milieu du XX^e siècle. On constate seulement que l'option du site unique, régulièrement envisagée mais toujours écartée, l'a cette fois-ci emporté. Les arguments qui concourent à expliquer cette décision sont multiples : diminution générale des effectifs militaires, affaiblissement progressif des éléments propres à chaque armée, montée en puissance de l'état-major des armées, hausse spectaculaire du prix du foncier parisien, remise en cause générale de la place de l'État dans la société et donc dans la capitale, enfin forte volonté politique de changement. Ces éléments conjoncturels étaient nécessaires à la décision ; étaient-ils, pour autant, suffisants ? Les réformes structurelles du ministère, après la fin des déséquilibres propres à la IV^e République, s'étaient accommodées du système polynucléaire : les hésitations autour de l'École militaire à la fin des années cinquante, les changements d'avis de Pierre Messmer entre 1963 et 1966, les décisions prises en 2004 et 2005 prouvaient que cette configuration n'enlevait rien à l'identité profonde du ministère. La « rupture » de 2007 ne fut donc pas historique, et à peine plus culturelle. Elle fut essentiellement le prix d'une décision politique, dont l'avenir seul permettra de dire si, pour la bonne gestion des deniers publics, elle fut un bon choix. Il est probable, en revanche, que l'identité du ministère de la Défense en sera peu affectée.

NOTES

1. - ROVAN, Anne. « Ministère de la Défense : vers un pentagone à la française ». *Le Figaro*, 10 décembre 2007.

2. - Les problématiques propres à la gendarmerie nationale et à l'armement, autres composantes du ministère de la Défense, ne seront qu'évoquées dans le présent article.

3. - CARRE, Claude. *Histoire du ministère de la Défense et des départements ministériels militaires*. Panazol : Lavauzelle, 2001, p. 293-294. Voir aussi DU REAU, Élisabeth. *Édouard Daladier (1884-1970)*. Paris : Fayard, 1993. La dénomination traditionnelle de « ministère de la Guerre », en usage depuis l'Ancien Régime, recouvre l'emploi des forces terrestres, par opposition aux forces de la marine.

4. - Voir PENICAUT, Emmanuel, GADY, Alexandre, SAMOYAU, Jean-Pierre. *L'hôtel de Brienne. Résidence du ministre de la Défense*. Paris : Nicolas Chaudun, 2012, p. 123.

5. - Voir BAUDEZ, Basile, MAISONNIER, Élisabeth et PENICAUT, Emmanuel (dir.). *Les hôtels de la Guerre et des Affaires étrangères à Versailles : deux ministères et une bibliothèque municipale du XVIII^e au XXI^e siècle*. Paris : N. Chaudun, 2010, p. 21-22.
6. - LIARDET, Olivier. « Le ministère de la Guerre. Des bureaux de la guerre à l'îlot Saint-Germain ». Dans *Livraisons d'histoire de l'architecture*, n° 8, 2004, p. 68-80, ici p. 72-76. Voir le site : http://www.persee.fr/doc/lha_1627-4970_2004_num_8_1_981.
7. - Arch. nat., F²¹ 6082.
8. - Les dossiers des Bâtiments civils permettent d'établir la liste des architectes en charge du ministère dans la première moitié du XX^e siècle : Louis Bernier jusqu'en décembre 1915, Pierre André de 1916 à la fin de l'année 1930, Marc Bitterlin, qualifié d'« architecte ordinaire du ministère de la Guerre », entre décembre 1930 et mars 1931, Jacques Debat-Ponsan entre avril 1931 et la fin de l'année 1933, puis Léon Azéma à partir de 1934. Durant certaines périodes, architectes « en chef » et « ordinaires » cohabitèrent ; c'est ainsi qu'André Vois, architecte « ordinaire », refit le bureau de Daladier en 1937 (Arch. nat., F²¹ 6082).
9. - BnF, Estampes et photographie, Est EI-13 (382). Voir aussi le tableau de Jean Béraud, *Drapeau allemand porté aux Invalides* [sic], 1914 (musée Carnavalet, P 1666).
10. - Photographies des bureaux de Gallieni (8 février 1916) et de Clemenceau (s.d., 1918) (Arch. Mob. nat., MM 2278).
11. - Arch. nat., F²¹ 2345.
12. - Arch. nat., F²¹ 6082.
13. - Procès-verbal de la séance du 27 mars 1936 (Arch. nat., F²¹ 6431). Le projet avait été soumis au Comité consultatif des bâtiments civils un an et demi plus tôt (Arch. nat., F²¹ 6368, procès-verbal de la séance du 28 juin 1934).
14. - PENICAUT, Emmanuel. « Un port d'attache pour la Marine : deux siècles de présence ministérielle ». Dans GADY, Alexandre (dir.). *L'hôtel de la Marine*. Paris : ministère de la Défense/N. Chaudun, 2011, p. 95-142.
15. - L'expression est employée par le ministre Édouard Lockroy dans *La marine de guerre. Six mois rue Royale*. Paris : Berger-Levrault, 1897, p. 162.
16. - Sur l'immeuble de l'avenue Octave-Gréard, cédé par le ministère de la Défense en 2006, voir SHD/Marine, DD² 2202 et 2203, et Arch. nat., F²¹ 6040. Les motifs de la porte d'entrée furent confiés au sculpteur Paul Roussel.
17. - Le détail des travaux conduits par le service des Bâtiments civils dans la première moitié du XX^e siècle est conservé aux Archives nationales (F²¹ 824, 1559, 2351, 3293-3295, 3827, 6094-6096, 7205, puis versements 19760340, 19760342, 19810663), ainsi qu'à la médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine (nombreux dossiers).
18. - PRADEL de LAMASE, Martial de. *Guide historique de l'hôtel de la Marine*. Paris : éditions du Dauphin, 1856, p. 53-54.
19. - Lettre du ministre de la Marine au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, 2 septembre 1920 (Arch. nat., F²¹ 6095).
20. - Marché du 29 novembre 1935 (SHD/Marine, 3 DD² 1084).
21. - Des sous-secrétariats chargés de l'aéronautique militaire ou civile avaient existé, de façon épisodique, depuis la Première Guerre mondiale (CARRE, Claude. *Op. cit.*, p. 268-269 et 323-324).
22. - HOUARD, Georges. « La Cité de l'Air est édifée ». *Les Ailes*, 11 janvier 1934 (Bibliothèque en ligne Gallica, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6576021c/f9.item>).
23. - Arch. nat., F²¹ 6075.
24. - Voir *La Cité de l'Air. Mémoire d'un lieu d'audace, d'innovation et de passion*. Paris : Ministère de la Défense, 1997, ainsi que l'ouvrage sur l'histoire du site : CHAUDUN, Nicolas (dir.). *Balard*. Paris : Tallandier, 2015.
25. - Lettre du ministre de l'Air au préfet de la Seine, 22 décembre 1932 (Arch. dép. Paris, VO 12 614).

26. - « Croquis d'ensemble remis par M. Veber, architecte du service des bases », 29 décembre 1932. En l'absence de plans, absents du dossier, ce croquis représente la 1^{re} représentation conservée de la « Cité de l'Air » (Arch. dép. Paris, VO 12 614).
27. - On s'interrogea seulement, une fois les constructions achevées, une année plus tard, pour savoir si l'on accorderait à l'architecte, Louis Pène, le droit de participer au concours municipal de façades de 1935...
28. - Des services demeurèrent cependant rue Saint-Didier, dans le XVI^e arrondissement (Arch. nat., F²¹ 3812, dossier de travaux de ravalement et de couverture, 1938).
29. - HOUARD, Georges. « La Cité de l'Air est édifiée ». Art. cit.
30. - Pour d'autres comparaisons, voir le n° 8 des *Livraisons d'histoire de l'architecture*, 2004, consacré aux « ministères ».
31. - Arch. dép. Paris, VO 12 464.
32. - Procès-verbaux des séances des 31 mars, 19 mai et 21 juillet 1938 (Arch. nat., F²¹ 6431).
33. - SHD/Air, 50 E 36884.
34. - Pour un bon témoignage de l'atmosphère liée à ce nouveau concept, symbolisé par l'ouvrage de Jean-François GRAVIER. *Paris et le désert français. Décentralisation, équipement, population*. Paris : Le Portulan, 1947, voir par exemple POUVREAU, Benoît. « La politique d'aménagement du territoire d'Eugène Claudius-Petit ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2003/3 (n° 79), p. 48-53.
35. - Conseil général des bâtiments de France, procès-verbal de la séance du 10 juillet 1952 (Arch. nat., F²¹ 6437) ; travaux à la Cité de l'Air (1956-1966) (F²¹ 6685).
36. - Les façades de Gabriel exercèrent sur Niermans une forte influence : il s'en inspira dans la conception de l'hôtel de ville de Puteaux, achevé en 1934.
37. - SHD/Marine, 3 DD² 1086.
38. - NIERMANS, Frères. « La transformation du ministère de la Marine ». Dans *Œuvres et maîtres d'œuvre. Publication de la société des architectes D.P.L.G.*, n° 8, juillet 1947, p. 2-11.
39. - Médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine, dossier n° 0081/075-08/0029.
40. - CARRE, Claude. *Op. cit.*, p. 365.
41. - Pour séparer l'hôtel des bâtiments du ministère de la Guerre et éviter les interférences, une cloison avait été dressée entre le 12 et le 14 de la rue Saint-Dominique (SHD/GR, 9 R 375, note d'information relative au mobilier de l'hôtel de Brienne, s.d. [1949]).
42. - CHANTEBOUT, Bernard. *L'organisation générale de la Défense nationale en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967, p. 258.
43. - Rapport du sous-lieutenant d'administration Grégoire sur les transferts de mobilier à l'hôtel de Brienne en janvier 1947, 11 février 1949 (SHD/GR, 9 R 375).
44. - CHANTEBOUT, B. *Op. cit.*, p. 259.
45. - Lettre du secrétaire d'État aux Beaux-Arts au secrétaire d'État à la Guerre, 21 août 1953 (SHD/GR, 2 R 209). Arch. Mob. nat., MM 557/1.
46. - LIARDET, O., art. cit., p. 79 ; Arch. nat., F²¹ 3820.
47. - Plan d'ensemble du ministère de la Défense, 1954, dressé d'après le plan approuvé le 1^{er} décembre 1949 (SHD/GR, 1 R 169).
48. - Procès-verbal de la séance du Conseil général des bâtiments de France du 1^{er} décembre 1949 (Arch. nat., F²¹ 6434).
49. - CHANTEBOUT, B. *Op. cit.*, p. 269.
50. - Lettre du ministre de la Défense nationale et des Forces armées au secrétaire d'État à la Guerre, 24 mars 1954 (SHD/GR, 2 R 209).
51. - Décision de Pierre Kœnig et documents préparatoires, 5 octobre 1955 (SHD/GR, 1 R 169). Sur Kœnig, voir VIAL, Philippe. « Un ministre paradoxal, le général Kœnig (19 juin-14 août 1954, 23 février-6 octobre 1955) ». Dans FORCADE, Olivier, DUHAMEL, Éric, VIAL, Philippe (dir.). *Militaires en république (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1999, p. 255-289.

52. - Procès-verbal de la séance du 8 novembre 1945 (Arch. nat., F²¹ 6433).
53. - Procès-verbal de la séance du 5 juin 1953 (Arch. du min. de l'Économie et des Finances (Savigny-le-Temple), B. 52540).
54. - *Journal officiel*. « Débats parlementaires – Assemblée nationale », séance du 13 mai 1955.
55. - Fiche du cabinet du ministre de la Défense nationale relative au transfert au rond-point de la Défense, 18 octobre 1955 (SHD/GR, 1 R 169).
56. - Annotation manuscrite de Pierre Billotte sur une fiche relative au transfert projeté avenue Duquesne, 28 octobre 1955, et lettre du même au ministre de la Reconstruction et du logement, 22 novembre 1955 (SHD/GR, 1 R 169).
57. - Rapport général du 8 août 1957 (Arch. nat., 19830569/7).
58. - Soumis une nouvelle fois en novembre 1956, le projet de bâtiment dans le jardin de Brienne fut de nouveau rejeté par Bourguès-Maunoury (lettre du ministre de la Défense nationale au secrétaire d'État aux Forces armées (terre), 25 novembre 1956, SHD/GR, 2 R 209).
59. - Le coût de l'opération était estimé à 750 millions de francs (SHD/GR, 1 R 169, ministère de la Défense nationale, *Étude préalable de reconstruction*, présentée par J. Chauliat, architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, s.d. [2^e semestre 1957]).
60. - Lettre du secrétaire d'État aux Forces armées (terre) au ministre de l'Éducation nationale (direction de l'Architecture), 17 décembre 1957 (SHD/GR, 1 R 169) ; « Ministère des Armées (terre). Construction de bureaux rue Saint-Dominique », fiche, s. d. (fin 1959) ; contrôleur général Corfa, « Note relative au regroupement des services de l'administration centrale », 6 octobre 1960.
61. - Procès-verbaux des séances du 28 janvier et du 7 octobre 1959 (Arch. du min. de l'Économie et des Finances (Savigny-le-Temple), B. 52542).
62. - Procès-verbal de la séance du 9 juillet 1959 (Arch. nat., 19830569/7).
63. - Fiche relative à l'avancement des travaux, 30 août 1965 (SHD/GR, 1 R 172). Objet des demandes répétées du personnel, la première cantine du site ouvrit au sous-sol du nouveau bâtiment le 18 octobre, et dut être agrandie dès l'année suivante (SHD/GR, 1 R 172, note de service de la direction des personnels civils, 7 octobre 1965 ; lettre de J. Chauliat à M. Lafay, chef du matériel et des immeubles de l'administration centrale, 7 février 1966).
64. - Arch. nat., 19830569/16, *passim*.
65. - *Ibid.*, plans et photographies du projet par J. Chauliat, 1962.
66. - CARRE, Claude. *Op. cit.*, p. 425.
67. - Note du ministre des Armées, 23 février 1963 (SHD/GR, 19 R 188).
68. - « Étude sur un regroupement géographique de l'administration centrale du ministère des armées », 10 juin 1963 (SHD/GR, 19 R 188 et 8 S 799).
69. - Annotation manuscrite de P. Messmer sur une note de l'inspecteur général de l'armée de terre relative au projet d'installation sur l'île Saint-Germain, 20 juin 1963 (SHD/GR, 8 S 799).
70. - Décision du ministre des Armées, 1^{er} mars 1966 (SHD/GR, 19 R 188).
71. - Projet de lettre du ministre de la Défense au président du Comité de décentralisation préparée par Olivier Rochereau, directeur de l'administration générale, 10 octobre 1998 (SHD/DE, 2009 ZC 19/6).
72. - SHD/DE, 2007 ZC 14/163.
73. - Compte rendu de la réunion du 22 janvier 1987 (SHD/DE, 2007 ZC 14/171).
74. - Note du SGA au directeur du cabinet civil et militaire, « Optimisation du dispositif de l'administration centrale en région parisienne », 17 octobre 1990 (SHD/DE, 2007 ZC 14/128).
75. - Fiche de la MRAI relative au regroupement sur les emprises du boulevard Victor de l'ensemble de l'administration centrale du ministère de la Défense, 7 mai 1990 (SHD/DE, 2007 ZC 14/128). L'îlot Saint-Germain était estimé à 3 450 MF, et l'hôtel de la Marine à 1 200 MF. Une note, dont les événements ultérieurs renforcent la saveur, précisait toutefois, au sujet de celui-ci : « vente probablement non autorisée ».

76. - Note du ministre au SGA, 8 novembre 1990 (SHD/DE, 2007 ZC 14/128).
77. - Note du directeur du cabinet civil et militaire au SGA, 15 octobre 1991 (SHD/DE, 2007 ZC 14/128).
78. - CARRE, Claude. *Op. cit.*, p. 459-461. Le rôle joué dans cette évolution par l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées de 1991 à 1995, doit être souligné.
79. - Le couvent des dominicains de Saint-Thomas d'Aquin, jouxtant l'église du même nom, était depuis la Révolution une emprise militaire, longtemps occupée par des services de l'artillerie. La caserne de la rue de Bellechasse, bâtie sur l'emprise du couvent de Pentemont, et tout récemment vendue (2015), abritait depuis la Première Guerre mondiale les services chargés des Anciens combattants.
80. - SHD/DE, 2009 ZC 19/6.
81. - Note du SGA accompagnant le projet de schéma directeur, 29 janvier 1993 (SHD/DE, 2007 ZC 14/128).
82. - Note du SGA au ministre, 8 juin 1994 (SHD/DE, 2007 ZC 14/190).
83. - SHD/DE, 2011 ZC 24/11.
84. - Voir « La politique immobilière du ministère de la défense », rapport d'information n° 503 (2009-2010) de MM. F. Trucy et D. Boulaud, Commissions des affaires étrangères et des finances du Sénat, 26 mai 2010 ; et, avec une mise en perspective depuis la IV^e République, VIAL, Philippe. « La genèse du poste de chef d'état-major des armées ». *Revue historique des armées*, n° 248, 2007, p. 29-41.
85. - Projet d'« étude sur l'implantation de l'administration centrale du ministère sur le site de Balard », 27 mars 2008 (SHD/DE 2011 ZC 68/12).
-

AUTEUR

EMMANUEL PÉNICAUT

Adjoint au directeur de la médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine
emmanuel.penicaut@culture.gouv.fr